

L'Adresse—M. Rodriguez

Veillez prendre des mesures avant que nous ne puissions plus manger du tout.

Voici une lettre envoyée par le Waters Women's Institute du canton de Waters.

Monsieur,

Nous sommes très préoccupées par la forte hausse des prix des denrées alimentaires suivantes: le sucre, les haricots blancs, les biscuits sodas et le riz. Nous aimerions que la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires fasse des recherches sur les causes de cette augmentation du prix des produits mentionnés et, si possible, qu'elle publie des résultats de son enquête dans les journaux.

Vient ensuite une lettre de M^{me} John Callack, de Whitefish, localité de ma circonscription:

Monsieur,

Il y a longtemps que j'y pense, je crois qu'il est grand temps que je fasse quelque chose, ou peut-être pourriez-vous faire quelque chose au sujet du problème de la hausse des prix des denrées alimentaires, des vêtements, etc.

Mon mari travaille tous les jours, il a un emploi permanent, et pourtant son salaire suffit à peine à payer notre logement et des produits d'épicerie d'une paie à l'autre, et encore.

Nous avons quatre enfants dont l'un fréquente l'école secondaire de la ville voisine. Il a eu 18 ans il y a un mois. Nous ne sommes pas capables de le vêtir convenablement. Les allocations aux jeunes nous ont aidé un peu et nous ont permis de lui acheter des jeans, mais \$20 ne suffisent pas à acheter une bonne paire de chaussures. Nous faisons de notre mieux, mais cela ne va pas très loin.

J'ai une autre lettre de M^{me} Harrison, de Chelmsford:

Cher monsieur,

J'aimerais savoir quand le prix des aliments va cesser de grimper. Chaque fois que nous allons au magasin tout a augmenté. Il faut faire quelque chose. On parle beaucoup, mais on ne fait rien.

Voici une lettre de M^{me} G. F. Maxam, de Garson:

Cher monsieur Rodriguez,

... J'aimerais vous dire à quel point je m'inquiète de l'augmentation du coût de la vie, surtout de la nourriture. Vous recevez sans doute une avalanche de lettres à ce sujet.

Mon mari va prendre sa retraite le printemps prochain et même si nous avons pris quelques dispositions, je m'inquiète comme bien d'autres de ce qui va arriver. Heureusement nous ne serons plus que deux, mais ceux qui ont quatre ou six enfants vont trouver cela très difficile.

Voici une lettre de M^{me} Rowland, de Val Caron dans ma circonscription:

Cher monsieur Rodriguez,

... L'augmentation de tous les prix nous inquiète beaucoup. Je vous envoie une copie de la lettre que j'adresse à M^{me} Plumtre à Ottawa où je lui demande de venir ici pour vérifier la situation et mener une enquête ou prendre des mesures quelconques pour faire diminuer les prix afin que nous puissions mener une vie décente.

Voici une lettre de Ray Lagare, de Val Thérèse en Ontario:

● (1550)

J'aimerais vous écrire quelques mots au sujet du coût élevé de la vie. Dans un pays aussi riche que le nôtre, il n'y a aucune pénurie de denrées alimentaires comme le souligne le gouvernement. Le prix de certains articles dans les grands magasins à chaîne réussissent à grimper de 300 p. 100 en très peu de temps, mais nos salaires eux ne s'élèveront que de 3½ p. 100 le 10 juillet. Comment pouvons-nous faire vivre une famille lorsque le coût de la vie ne cesse d'augmenter à un rythme aussi accéléré?

Je crois que vous devriez appuyer vos collègues à la Chambre et dire à M. Lewis qu'il a donné aux libéraux suffisamment de temps pour examiner la situation par l'entremise de leur fameuse M^{me} B. Plumtre et de sa Commission de surveillance du prix des produits alimentaires.

Je suis convaincu que la population canadienne en a assez de ces tergiversations pendant que les prix montent en flèche.

Et ainsi de suite, des lettres nous parviennent de particulier et d'organisations. D'autre part, toutes ces personnes savent que pendant qu'elles luttent pour acheter des aliments et survivre avec leurs revenus, les sociétés d'ali-

mentation et autres sociétés de ce pays ne sont pas contraintes à livrer la même bataille. La société Weston Company, qui a bénéficié du slogan de Loblaw, «Ma foi, les prix sont raisonnables», annonce un accroissement de profits de plus de 80 p. 100. Les profits réalisés par Canada Packers et Schneiders s'élèvent à 36 et 45 p. 100 respectivement. Les magasins Dominion ont vu leurs profits grimper de 30 p. 100 au cours des neuf mois qui se sont terminés le 15 décembre.

Même M^{me} Plumtre commence à révéler au consommateur des choses inquiétantes, comme c'est le cas pour la hausse injustifiée du prix du pain. Mais nul n'est besoin de faire ces énumérations, car la situation de l'augmentation des profits dans ce pays a atteint un point où elle devient un affront personnel à tous les Canadiens à revenu fixe, aux petits et moyens salariés et aux chômeurs.

C'est là où l'expression «livre entreprise» décrit de façon assez intéressante le système dans lequel nous vivons. Libre entreprise pour qui? Uniquement pour les sociétés. Tout en rendant d'une part hommage à la libre entreprise, les conservateurs proposent d'instituer le blocage des salaires et des prix. Ils ne proposent pas de bloquer les bénéfices, mais simplement de bloquer les prix à leur niveau exagéré, ainsi que les salaires déjà insuffisants des travailleurs qui ne peuvent payer les prix actuels et cela en dépit de l'expérience de la Grande-Bretagne et des États-Unis.

Non seulement les compagnies ont déjà bénéficié des avantages que leur ont accordés le gouvernement libéral et le gouvernement conservateur, qui l'a précédé, mais elles ont maintenant main mise sur le domaine de la libre entreprise à un tel point que le peuple canadien est pris au piège? Où est la libre entreprise lorsqu'on n'a aucun contrôle sur le salaire que l'on reçoit après une dure journée de labeur? Où est la libre entreprise lorsqu'on n'a aucun contrôle sur la façon de dépenser cet argent? Où est la libre entreprise lorsqu'il faut se saigner à blanc pour nourrir et loger une famille?

Parce qu'il faut payer pour vivre, pouvons-nous dire que ce genre d'existence sert une bonne cause? Pouvons-nous être certains que les pauvres sont secourus, que les personnes âgées et les désavantagés mènent une vie normale, que nos enfants seront libres de poursuivre leurs objectifs à cause de la planification qui se fait aujourd'hui? Pouvons-nous trouver seulement un groupe de personnes qui tirent profit de la crise actuelle à l'exception des administrateurs des compagnies dont les bénéfices montent en flèche?

Comment peut-on affirmer que l'on n'y peut rien? Il est certes vrai qu'une partie de l'inflation nous vient de l'extérieur, mais les représentants élus ont à eux tous les moyens de résoudre la majeure partie des problèmes actuels du pays. Il ne suffit pas de reconnaître que le gouvernement est capable d'administrer en période d'expansion, mais incapable de gouverner en période de récession. L'aptitude à gouverner n'existe pas à moins de se manifester en période de crise, comme celle que nous connaissons aujourd'hui.

Je voudrais maintenant parler en général de ma propre région. A-t-on oublié le problème que le premier ministre (M. Trudeau) s'efforcera, déclarait-il en 1968, d'éliminer, à savoir celui des disparités régionales? Nous voici maintenant, six ans plus tard et après un nième discours du trône dont le plus récent a été prononcé ce mercredi; qu'y a-t-on dit au sujet de l'expansion régionale? Le discours du trône ne contient qu'une ligne sur cette question: «Le gouvernement attache une grande importance à l'expansion régionale».